

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis LAURENT, 589-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. 1 an, 240 fr.

L'ÉTAT FRANÇAIS ACHÈTE
900 millions de francs
DE MUNITIONS
à l'Amérique

mais **ne peut payer**
ses fonctionnaires

AUJOURD'HUI
COMME HIER :

c'est la guerre

C'est par une indiscretion du « New-York Herald Tribune » que l'opinion publique a pu connaître les clauses militaires que contiendront les futurs traités de paix. On constatera que la confiance dans laquelle les quatre grands tiennent leur population respective est très limitée puisque aussi bien le Quai d'Orsay, que Londres ou Moscou n'ont donné leur accord pour une publication officielle : proposition faite par la Maison-Blanche.

Tout se tient. Le fascisme larvé que nous subissons, la crainte des responsabilités qui s'inscrit chez les hommes politiques, le besoin impérieux de sauver le Pouvoir,

En Roumanie

LA HAUTE BANQUE fraternise avec les communistes

D'un de nos correspondants.
Il se passe vraiment de bien curieuses choses ici, à l'intérieur de ce fameux Rideau de Fer. Chacun sait que le gouvernement roumain est à tendance communiste, recevant plus ou moins ouvertement les directives de Staline, cette servilité gouvernementale qui indigne les vertueux capitalistes internationaux à l'étranger, n'est pas faite pour gêner notre haute banque de Bucarest qui, comme toutes les hautes banques nationales, se rit des coups politiques diverses des différents gouvernements.

MAIS VOICI LES FAITS

Les relations internationales modernes exigent l'emploi de gros capitaux nationaux à travers le monde. L'une des premières mesures que prennent deux pays en guerre est de séquestrer les biens ennemis sur leurs territoires. Séquestrer et non confisquer. Ces capitaux font, à la paix revenue, l'objet de marchandages et finalement d'accords plus ou moins avantageux.

L'Amérique avait bloqué les biens roumains, comme de juste, notre gouvernement estime le moment venu d'envoyer une délégation commerciale extraordinaire aux Etats-Unis, afin de discuter les modalités et les conditions du déblocage. Parallèlement à cette demande, les négociateurs roumains abordent le sujet d'octroi d'éventuels et importants crédits financiers. Cette mission est fort délicate, car c'est la première fois qu'une démarche de ce genre est faite depuis la fin des hostilités.

Jusqu'alors, rien d'anormal — dans le cadre rituel de notre régime — cette recherche au retour des conditions d'avant guerre. Mais où la chose devient

l'Etat bourgeois et le Capitalisme nécessitent un mépris complet de l'opinion publique, afin que celle-ci ne comprenne que trop tard le nouveau crime qui se prépare. Les révolutions du grand journal américain font ressortir un fait : Peu ou prou chaque satellite de l'Allemagne conserve une force armée et des moyens de combat ; le militarisme continue et le militarisme c'est la guerre.

Qu'on ne nous berne pas avec toutes les phrases ronflantes de ces six dernières années ; l'indivisible le plus borné ne tirerait une conclusion de la guerre. Le chantage qui rongerait l'Europe, c'était le Nazisme, lequel appuyait toute sa force sur l'Armée. Si Hitler a pu mener à bien toutes ses opérations jusqu'en 1939, c'est qu'il représentait une puissance armée impressionnante, à laquelle Chamberlain et Daladier ont donné tout son sens lors de l'accord de Munich. La force armée allemande, italienne et japonaise a été brisée, si les antifascistes et démocrates avaient été conséquents et purs dans leurs intentions, un désarmement total de ces puissances s'imposait comme première solution. Bien entendu ce désarmement aurait entraîné ipso facto un courant d'opinion qui n'aurait pas compris que les puissances vaincues se résignent à des forces armées puisqu'elles n'avaient plus rien à combattre ; et la seconde opération aurait naturellement été le désarmement général, la mise au chômage de toute la séquelle militariste. Cela, on ne l'a pas voulu.

Tout au contraire, partout on proclame que seule une armée forte, dotée de moyens puissants peut garantir l'indépendance et protéger les frontières toujours mena-

cées par l'Allemagne vaincue et par un Nazisme qui le serait également si, dans la coulisse, on ne faisait pas l'impossible pour qu'il renaisse de ses cendres. Et puis, nous sommes en régime capitaliste, et l'Etat a autant besoin de l'armée pour l'intérêt supérieur de la Patrie que pour le maintien à l'intérieur de l'injustice sociale. Et cela non seulement en France, mais partout ; et comme les adversaires d'hier sont peut-être les amis de demain, un embryon d'armée bien instruit, bien encadré, reste encore une valeur suffisante d'autant plus que les véritables facteurs déterminants de la guerre qui vient ne se trouvent pas chez les petites puissances.

Tant que la Paix se fera dans les bureaux des Etats-Majors, tant que la course aux points stratégiques, protection des centres d'exploitation capitalistes et impérialistes seront les grands soucis des diplomates placés à la Bourgeoisie pour défendre ses seuls intérêts, la paix ne sera qu'une pauvre. Aux peuples qui ont en main tous les moyens sans lesquels le capitalisme serait impuissant d'exiger par son refus systématique et universel à défendre sous quelque prétexte que ce soit, les privilèges de nos maîtres et saigneurs. Il est temps encore, pendant que la société capitaliste est prise par toutes les contradictions, de la pousser dans le fossé, incapable qu'elle est de résoudre tous les problèmes qui se posent à elle.

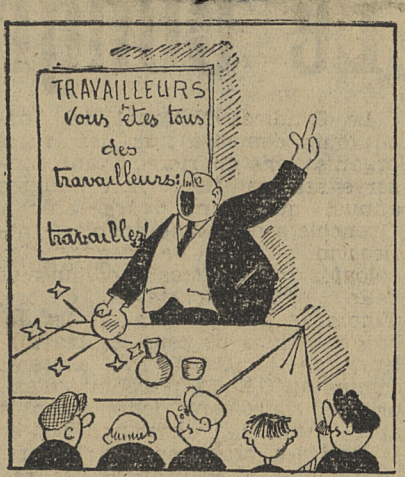
Ayons au moins le courage de lui refuser notre acquiescement... Elle a fait la guerre, quelle paye ; Peu nous importe. Et tous les slogans patriotiques n'y feront rien. Si nous le voulons, notre volonté de vivre peut être le commencement de notre salut.

LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Salaires et crédits militaires

Notre gouvernement se débat dans des situations de plus en plus inextricables et dont les solutions demeurent, en réalité, sans issue. Ce qui est caractéristique, c'est qu'aucun problème n'échappe à cette fatalité. La cause en réside, en définitive, à ce fait que le régime usant de palliatifs successifs pour surmonter ses difficultés sans cesse renaissantes, les solutions exigent maintenant des mesures révolutionnaires.

Cahin-cahin, le capitalisme s'achemine vers sa fin. Celle-ci est marquée de soubresauts qui donnent à l'esprit superficiel l'illusion d'un renouveau, d'une nouvelle vi-



gueur, vite démentie par les faits. Dans son éditorial du dernier numéro, notre journal soulignait en le commentant : le déficit astronomique budgétaire dans un pareil sujet, qui touche de très près la masse de notre pays, il ne peut jamais être trop tard pour en débattre.

(SUITE PAGE 2)

LES ÉLÈVES INDIGNES

A tous vents comme Girouettes

Je comprends qu'on déserte une cause pour savoir le plaisir que l'on éprouvera à en servir une autre. — Ch. Baudelaire.

Ce n'est pas parce que Louis Aragon accumule des succès de renommée sur la résistance et sur la patrie qu'il faut oublier qu'à une heureuse époque il fut une manière de grand poète, sinon dans ses écrits, ce qui est à la portée de beaucoup de monde, du moins dans la conduite de sa vie, quand, en signe de protestation, il volait des vases dans les églises, insultait copieusement les cadavres et vilipendait celle qui plus tard il devait appeler « la belle » (c'est de la France qu'il s'agit et non d'Elsa Triolet comme il serait fort de même un peu trop bête de le croire).

Ce n'est pas non plus parce que Maurice Thorez se laisse basement traiter

de patriote — et de patriote clairvoyant qui pis est — et rendre les honneurs par la troupe, qu'il faut oublier qu'à une heureuse époque il fut le premier déiste de France, qu'on plaine guerre il démontra, en traversant l'Allemagne de part en part (ou presque), que pour lui comme pour Jean Grave, la patrie n'était qu'un mot sonore, que l'Allemand en définitive était un être humain comme un autre.

Les grands hommes, on le sait, sont sujets à des caprices, à des sautes d'humeur et à des revirements qu'il convient de leur tolérer en égard à leur précieux génie et, sans aucun doute, en souvenir de leur ancienne attitude, se souvenant-nous disposés à fermer les yeux sur l'ignominie actuelle de MM. Aragon et Thorez, à aller jusqu'à leur pardonner de chanter la « Marseillaise », d'exciter leurs semblables à la production, de pré-

coniser l'ordre et de jeter la dévefour sur la Germanie qui fut longtemps leur bonne amie.

Mais qu'ils s'opiniâtèrent à invectiver contre nous, qu'ils se mirent à dépasser les limites de la logique, de la pudeur et aussi de notre indulgence.

Comment, M. Aragon, comment, M. Thorez, osez-vous reprocher à des Français ce que vous avez fait vous-mêmes ?

Mais oui ! Vous avez insulté la France et pactisé avec l'Allemagne...

Vous, M. Aragon, au temps du surréalisme, après la guerre de 1914 et vous, M. Thorez, au temps du réalisme, avant et pendant celle de 1940.

Alors, de quel droit voulez-vous empêcher à d'autres de le faire aujourd'hui !

Après tout, les Français ne sont pas obligés de changer d'opinion, ni même temps que vous (du moins pas encore, car si vos électeurs imbéciles vous accordaient un jour le pouvoir...).

S'il plaît à certains originaux d'aimer la patrie de Goethe au moment où c'est indécrot, qu'est-ce que ça peut bien vous faire, à vous, qui l'avez aimée au moment où ça ne l'était pas moins.

Et souvenez-vous de la véhémence avec laquelle vous vous insurgiez contre cette société stupide et routinière qui tentait de vous imposer ses inimitiés ! Avec quelle fureur lui exposiez-vous qu'un homme n'est pas forcé d'épouser les querelles de son pays, d'avoir les mêmes ennemis héréditaires que ses compatriotes ! Alors, pourquoi reprendre à votre compte les méthodes de cette société stupide et routinière, pourquoi mener une lutte acharnée contre vos théories d'antan !

Si des Français veulent sympathiser avec l'Allemagne, que leur droit strict comme ce fut le vôtre ; on ne vous a pas retiré ce droit, laissez-le leur...

Et n'allez surtout pas vous retrancher derrière les actes de barbarie car, à l'heure où vous la portiez dans votre cœur, l'Allemagne n'était pas différente des autres nations et ne pouvait motiver le blâme des hommes généraux et rendre ignobles ceux qui, comme vous, passaient outre... (Et d'ailleurs, qui dira jamais le nombre d'atrocités dont s'est rendu coupable le Gouvernement stalinien, le nombre d'atrocités dont il s'approprie à se rendre coupable !)

Que les amis actuels de l'Allemagne soient des salauds, c'est bien possible, mais ils ne le sont pas plus que vous ne le fûtes autrefois lorsque vous étiez internationalistes.

Tenez, vous nous faites songer à des bandits, qui ayant la chair de peuplier de leurs collègues avec plus de sévérité que les butors de la loi.

Vous êtes de ceux qui, après avoir abandonné une amante, répandent sur elle des tas d'ordures.

(SUITE PAGE 2)

La Haute - Banque domine le Gouvernement

Le « Journal Officiel » du 21 juillet donne des éclaircissements sur la façon dont seront indemnisés les porteurs d'actions de la Banque de France. Le prix de rachat est fixé à 28.029 francs, c'est-à-dire au maximum prévu par la loi du 2 décembre 1945, qui stipulait que le cours à fixer ne pourra être supérieur au cours moyen de l'action de septembre 1944 à août 1945.

La haute banque a donc usé de pressions qu'il serait très intéressant de connaître, soit sur les législateurs, soit sur les services de statistiques et de documentations de nos ministères, soit — c'est fort probable — sur les deux à la fois. C'est que le jeu en valait la chandelle. Au cours du 4 juin 1945, historique en Bourse pour d'autres raisons, mais auquel on se réfère souvent pour ces sortes d'affaires, l'action valait 27.000 francs. C'est démentir déjà que le rachat par l'Etat de ces actions n'est pas la « spoliation » tant criée et par la haute banque d'une part, et en vue d'une dévaluation artificielle des cours avant le blocage en Bourse et, d'autre

part, par les partis politiques qui n'en croyaient pas à un traitage mot, mais s'en servaient pour des fins démagogiques que l'on sait.

Les cours extrêmes de 1939 sont respectivement de 5.805 francs à 9.500 francs. Les propriétaires de l'époque, et qui n'ont pas cédé au chantage de déflation ou de renchérissement qui est le jeu normal de nos financiers et que nous avons eu maintes fois l'occasion de dévoiler ici-même, ces anciens propriétaires n'ont donc pas lieu de se plaindre, au contraire. L'Etat est généreux à leur égard : c'est la générosité de l'individu qui distribue le bien d'autrui !...

Les malins qui achètent — ce sont naturellement les membres de la haute Banque, puisque ce sont ceux qui, lors de la victoire, ont financé le cours par leurs campagnes habilement orchestrées — ceux, disons-nous, qui achètent les actions au plus bas cours durant les années 1940 à 1944, c'est-à-dire à 7.025 francs, réalisent une affaire en or, au détriment, bien entendu, du malheureux contribuable, dont vous êtes.

Enfin, gagnent même les acheteurs du plus bas cours de 1945, puisqu'il fut de 15.900 francs. Ne parlons que pour mémoire des naifs — les fameux porteurs démocrates — qui, sur la foi d'un optimisme outrancier, dont la source se trouve être encore la haute banque qui joue le jeu normal, quoique anormal, ont acheté aux plus hauts cours, croyant réaliser une bonne affaire, puisque tant vantée à ces époques : 40.000 de 1940 à 1944 et 31.550 francs en 1945. Ceux-ci, s'ils ne se sont pas défaits de leurs titres lors des campagnes déflationnistes à des cours ruineux et à des acheteurs hommes-liges de la haute finance, ceux-ci paient actuellement les frais de l'entreprise par une perte sèche.

Nous pouvons être tranquilles sur le sort de la haute banque. Elle a su toujours retirer son épingle du jeu, du jeu qu'elle mène d'ailleurs à sa guise, soit avec la complicité patente des gouvernements, soit, plus rarement, à son insu. Il se pourrait que la publicité faite autour de ce rachat — rémunérateur pour les uns, catastrophique pour les autres — ait encore un ultime but. La haute banque peut fort bien avoir d'autres atouts en mains.

Un projet de loi, en effet, a été déposé tendant à modifier le prix de rachat et à le porter à 44.500 francs. Par l'autre jeu de baracole des partis, chem à la finance et que nous avons dénoncé aussi, le M.R.P., parti modéré — oh ! combien — ne peut trahir, au contraire, ses électeurs en faisant voter ce projet. Décourageant actuellement le porteur d'actions, la haute banque peut — c'est fort possible — l'inciter à vendre devant l'occasion inespérée d'une prime plus ou moins forte. Devant une offre à 29.000 ou 30.000 francs, par exemple, quel est celui qui ne se laissera pas tenter ? La Finance, qui fait et défait les lois, jouerait à coup sûr, si son simple désir était que le rachat soit ultérieurement porté à 44.500 francs. Comprend-on le mécanisme ?

Le jeu est d'ailleurs, en plus de la contrainte que la haute banque possède au sujet de la complicité — avouée ou non — des législateurs, sans danger aucun pour elle. Il est prévu, en effet, qu'il pourra être procédé à DES RACHATS EN BOURSE. Le jeu des paniques et des espoirs va recommencer pour ces titres et les spéculateurs sans scrupules à réaliser « d'énormes bénéfices ». A chaque changement de majorité à la Chambre correspondra des gains appréciables en Bourse. Le jeu est simple, enfantin et qui ne le voit ?

Ce qui est grave, c'est que, même, chose naïve et ridicule, si nos hommes politiques étaient animés de loüables intentions et d'une sincérité réelle, ils devraient se garder de gâcher l'œuvre de la Haute Banque, l'œuvre qui n'existe qu'un seul moyen, un seul : c'est la disparition complète du capitalisme.

Chez les Fonctionnaires...

Ainsi, après des mois de tergiversations, les fonctionnaires, pour obtenir satisfaction, se cabrent enfin et passent à la grève. On a pu voir la puissance qu'ils représentent par leur force de travail.

Les factures, en ne distribuant pas le courrier, paralysaient grandement tout une partie de la vie commerciale et industrielle du pays. Le patronat n'était pas content et l'Etat non plus.

À Paris, c'est jusqu'à la Conférence des 21 qui s'en trouvait quelque peu affecté. Dans le Nord, les délégués de 21 nations hégémoniques par la France pour préparer la paix nous aurions dit la prochaine guerre) menacés de voir — supprimer toutes relations postales avec leurs pays respectifs. N'allait-on pas jusqu'à craindre pour le prestige national ? (Pas très nourrissant le slogan...)

Devant une telle situation le Gouvernement s'est ému et le très chrétien Georges Bidault de réunir ses ministres pour mettre fin à une situation qui nous faisait courir de si grands périls. C'est alors que le très patriote — et combien sage — Maurice Thorez a pu donner la mesure de son dévouement pour la classe ouvrière en se faisant le champion de la thèse « cégétiste » (pas bien dangereuse cette thèse...).

Et après des discussions entre ministres, le Gouvernement a décidé unanime-ment qu'il décide unanime-ment de donner aux « serveurs de l'Etat » (que voilà un beau titre !) 25 % d'augmenta-

tion avec réajustement minimum de 1.800 fr. par mois pour les catégories les moins favorisées. Du coup, dans le monde politique chacun paraît content. Communistes, socialistes et M.R.P. A quelques mois des élections on soigne l'électeur et on attendant on joue avec la faim dont il souffre.

Il se trouve cependant quelques syndicats de postiers pour n'être pas satisfaits et estimer insuffisante la générosité gouvernementale et parlementaire.

Dans le Nord, à Calais, à Marseille, on ne considère pas cette augmentation comme correspondant aux nécessités de l'heure et on passe outre les décisions des dirigeants. (Dans le Nord, les postiers ne vont pas jusqu'à envisager comme possible une rupture avec la Fédération Postale adhérente à la C.G.T. ?)

Bravo, camarades postiers. N'écoutez pas les agents électoraux qui veulent s'ordonner la satisfaction de vos besoins les plus élémentaires à leurs combinaisons politiques et électorales. Vous avez montré que la grève le salarié peut être écouté. Mais n'oubliez point qu'il est une autre grève, plus fructueuse encore que celle que vous venez de pratiquer : la grève générale expropriatrice grâce à laquelle vous ferez fonctionner les services publics pour l'ensemble de la population et non au bénéfice exclusif d'une minorité oisive. La grève générale expropriatrice, c'est la première phase de la révolution sociale.

LES ANGES GARDIENS de la police

Si la bonté régnait en maîtresse sur cette maudite terre, elle ne manquerait pas de se pencher sur le malheureux sort des gens de la police qui, d'un bout de l'année à l'autre, sont les têtes de turc d'une multitude d'individus.

Depuis les gangsters qui leur imposent une activité sans relâche et essaient quelquefois sur eux la valeur de leurs armes à feu, jusqu'aux honnêtes gens qui les méprisent, en passant par les anarchistes qui ne cessent de leur décocher des quolibets et de conter sur eux des histoires féroces. N'a-t-on pas vu, il y a quelques semaines, un voyou du « Libertaire » aller jusqu'à prétendre que si la Préfecture de Police était vide, nous ne pourrions pas plus mal. L'on peut même dire que certains s'en porteraient mieux. Les accusés que l'on enferme entre quatre murs discrets, par exemple, et qu'à cinq contre un l'on passe à tabac jusqu'à ce qu'ils aient obtenu un méfait qu'ils ont ou n'ont commis.

Cette méthode, à première vue, ne peut paraître blâmable, mais, que voulez-vous, les policiers obéissent aux ordres de leurs supérieurs hiérarchiques.

Lorsque ceux-ci leur ordonnent de faire avouer des prévenus, ils ne demandent pas mieux que d'utiliser la douceur et de se contenter de poser des questions et d'enregistrer des réponses — car parfois, si l'on n'a pas entièrement fermé son poing, l'on risque de se faire mal contre l'ouïe du menton — mais, hélas ! les policiers étaient absents le jour de la distribution de subtilité et comme ils ne parvenaient pas à prendre les prévenus en contradiction avec la vérité, ils se voyaient obligés d'user de la violence.

Il en abusent même... On se souvient de l'affaire Almazan et, beaucoup plus loin, de l'affaire de Clitchey-Levallois où deux anarchistes : Dardare et Descamps, furent assommés littéralement avant d'être traduits devant un tribunal qui leur infligea cinq ans de réclusion, sans même leur laisser le droit de protester, contre les coups reçus.

Que voulez-vous, la fin veut les moyens et ceux-là sont des fous ou des anarchistes qui avancent, que ce sont les coups endurés par Dardare et Descamps qui, indirectement, provoquent la mort du président Sadi Carnot, le 24 juin 1894, non, les policiers ne sont pas

inutiles, ils servent à protéger la propriété et la vie de l'homme.

Il est vrai que la propriété et la vie de l'homme n'ont pas besoin de tant de respect puisque, un jour ou l'autre, la mitraille se charge de les anéantir, et ce la sous les yeux impuissants de la police... Impuissants ! non, pas tout à fait, puisque, en juin 1940, ils surent voir la route qui conduisait loin de ces infects boches, vers le sud de la France.

Mais là encore ils ont obéi à des ordres. On leur a dit de partir, ils sont partis ; on leur a dit de revenir, ils sont revenus ; on leur a dit de protéger les Allemands, de fouiller les honnêtes gens pour voir s'ils n'étaient pas détenteurs d'armes, d'arrêter les gaullistes, les juifs,

les terroristes, les communistes et les réfractaires, ils ont obéi. En août 1944, on leur a ordonné de faire grève et de prendre les armes contre leurs protégés de la veille ; ils ont obéi. Car vous vous doutez bien que sans cet ordre ils seraient demeurés tranquillement chez eux en attendant qu'un jour, leur dise d'amener en attendant qu'un jour, leur dise d'amener les vichystes, les fascistes, les miliciens, les collaborateurs.

Ils ne sont pas méchants, ce n'est pas de leur faute, ils font ce qu'on leur dit de faire et c'est la seule chose que l'on leur reproche : leur obéissance. Mais nous avions un enfant mâle, nous aimons mieux qu'à cette question : « Qu'est-ce que tu as l'intention de faire quand tu seras grand ? » il nous répondait « gangster » plutôt que « policier ».

VIEUX TRAVAILLEURS

Que fait-on pour vous ?

L'examen positif de la situation du prolétariat en général nous met en présence d'un des plus navrants spectacles que l'histoire ait connus. Il faut remonter au fédéralisme du XVIII^e siècle afin d'y trouver un rapport. Mais la catégorie des vieux travailleurs actuels, rejetés pour toujours de la production et ayant épuisé ses utilités et dernières ressources est de toutes la plus lamentable et à ce titre mérite une attention particulière.

Délaissés de toutes parts parce que non productrice, elle est, suivant le mot de Blum, un résidu incompréhensible de qui on ne peut plus rien tirer. Sa seule capacité présente ne réside plus que dans le suffrage universel pour le seul

profit d'un parlementarisme pourri qui l'exploite sans merci à chaque campagne électorale. Ce n'est que dans ces occasions qu'on découvre qu'il y a des vieux travailleurs. Des affiches cyniques et menteuses affirment qu'il faut leur donner de quoi finir dignement leurs vieux jours. Et, les élections terminées, le rideau tombe. Un silence mortel sur les promesses faites. C'est l'oubli complet de tout.

Vieux travailleurs, voilà dix ans que vous luttiez farouchement pour obtenir cette retraite que tous les partis vous ont promis. Pas un seul n'a tenu ses promesses et quand parlois on vous a jeté un os, qui n'était qu'un dé à votre extrême misère, ils se sont tous dis-

putés le mérite de vous l'avoir donné afin de s'assurer l'avantage de votre clientèle électorale.

Toujours le même mirage duquel il faut vous guérir. Vous vous êtes tournés vers les organisations syndicales. Elles aussi ont menti à leurs missions, car ces grandes centrales sont devenues des organismes politiques et par conséquent des firmes de domination et non de libération. Elles ont cessé d'être avec le peuple en collaborant avec vos maîtres, avec l'Etat, et ne peuvent que vous trahir, c'est désormais leur ultime mission, quelles que soient leurs déclarations. Du reste, vous pouvez juger, vieilles et vieux, que malgré tout le tapage — ou plutôt le chantage — que l'on fait sur la revalorisation des salaires, traitements, pensions et retraites. Rien, absolument rien n'est proposé pour votre retraite à vous ou pour le relèvement de votre allocation.

Vieillesse qui reste coûteusement « appointée » à 36 fr. 45 par jour. En prévision de l'application d'une insignifiante augmentation des salaires, le coût de la vie a déjà subi une hausse qui infirme le sens des revendications formulées, et par contre, diminue d'autant l'insignifiant pouvoir d'achat des vieux travailleurs. On semble vouloir mener campagne pour la baisse du prix de la vie, on leur bloque. Mais c'est une hérésie d'y croire, car le gros patronat consulté sur l'augmentation des salaires a formellement déclaré qu'il était absolument impossible d'éviter la hausse des produits manufacturés. Que l'on songe, en outre, que les trusts sont puissants et inattaquables,



De quoi est-il mort ? — de faim. — Inscrivez : Mort naturelle.

(SUITE PAGE 2)



PACIFIC EXPRESS

Passer encore de trouver un rameau d'olivier, quoique la chose ne soit pas facile, mais ce n'est pas l'homme de la rue qui peut dénicher l'oiseau rare dans une telle période de disette.

Aussi s'en chargent d'augustes personnages, des gens vraiment bien, très sur le volet. Pour tout dire les plus grands hommes des plus grands pays.

Ces gens sont les ministres des Affaires étrangères et leur pouvoir est presque aussi grand que celui de Dieu le père. Ils peuvent, s'ils le veulent, faire disparaître des nations et en créer d'autres. Ils sont capables de faire du Poméranien un Polonais, du Polonais un Russe, du Russe un Français, de rattacher les Esquimaux aux Zoulous, de trouver midi à quatorze heures et de faire, comme on dit, tourner le monde en bourrique.

Manifestation pacifique

Dans quinze jours il y aura deux ans... que nous aurons été libérés. Hurrah ! mais que diriez-vous d'une petite manifestation où tous les manifestants apporteraient simplement leur carte d'identité, bien en vue ?

Quand les Anarchistes ont raison

Le Bidauld bédonnant a déclaré qu'à côté des recommandations de la Commission économique, il y aurait les impératifs de l'Etat. Comme quoi au nom de l'Etat tout est permis même le refus de se plier à la volonté des producteurs et des consommateurs. Conclusion : la nécessité de détruire l'Etat et de proclamer la Commune libertaire qui se passera aisément des Bidauld et autres bédonnards.

Prise de date

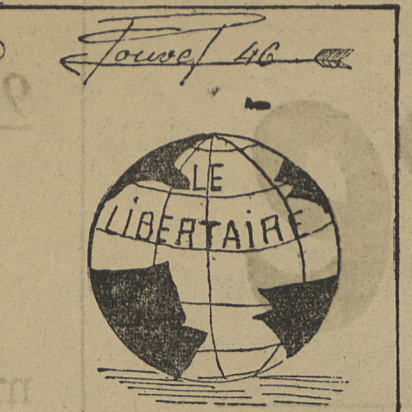
Dans certaines sphères placées assez haut on parle d'un coup d'Etat vers le mois de mai 1947... A ce moment-là, dans le labyrinthe de la rue de la Harpe, on attendrait, prendrait son fusil Grégoire, l'en auras p't'être besoin, un coup d'Etat est si vite arrivé !...

Au fou, lâchez les chiens !

Dans notre dernier numéro (26 juillet 1946) sous le même titre que celui qui

Paroles d'un chef

Le général de Gaulle à Bar-le-Duc s'est écrié : « En les temps d'une vie d'homme, notre pays a eu des chefs, mais pas de chefs de la Harpe. Ce qui ne semble d'ailleurs pas avoir beaucoup réussi aux Allemands. Quant à nous, nous savons ce qu'il nous en a coûté. » Le général de Gaulle a raison, mais ce qu'il a omis de dire, c'est que les bons citoyens des 2 côtés du Rhin feraient bien de méditer ce sujet de façon à jouer les pieds nickelés au beau jour de la prochaine déroute.



ils placèrent les torts, sous la gauche, les réparations.

Mélas ! le malheureux volatilis se traînait lamentablement.

Sale bestiole, dit l'un des augures, on nous a eus, c'est un ramier !

— Non, dit un autre, mais il faut mieux l'équilibrer. En ajoutant le poids de ma faucille et de mon marteau, ça ira tout seul.

— Et moi j'y ajoute le libéralisme !

— Et moi une croix de Lorraine bien bénite pour que le bon Dieu soit avec nous.

La colombe, hélas ! refusait cette fois tout effort et en bas on s'impécuniait.

— En paix ! En paix ! s'écriaient les gens du peuple.

La paix ? Comment faire ? Soudain, les grands eurent une idée de génie. Et ils ciblèrent :

« Cher auditeurs, ne bougez toujours pas. On va vous la faire, la paix ! Mais par suite d'un incident technique, elle est retardée dans sa transmission. En attendant, veuillez écouter... et regarder la chute de quelques V2. »

ouvriers des Industries du bâtiment, porteur de 19 syndicats, a déclaré : « Le mouvement socialiste ne doit pas se limiter à la lutte pour la paix, il doit viser à la destruction de la machine à vapeur qui constitue une machine destinée simplement à lui donner ses suffrages pour le porter au pouvoir. C'est cette machine qui doit être détruite, car elle est la source de tous les maux, tels qu'ils sont définis dans la politique du mouvement socialiste. »

Ces lignes sont extraites du journal l'Agence Economique et Financière du 26 juillet 1946.

Il est regrettable que les ouvriers nourrissent encore des espoirs dans la politique d'un parti.

Mais la déclaration d'un secrétaire syndical appelant aux dirigeants que les exploités sont autre chose qu'un matériel électoral, voilà qui nous est sympathique.

En France, nos secrétaires syndicaux de la C.G.T. n'y pensent pas.

Les exploités se doivent de les rappeler à l'ordre. Que le slogan : « produire » soit fini et que l'action commence !

Economies

Tout le monde sait pourquoi le Gouvernement réclame tant d'augmentations de salaires : il n'a pas d'argent.

On sait aussi pourquoi le beurre, la viande manquent. On l'exporte pour avoir des devises qui nous sont bien sûr indispensables.

Et avec ces devises on achète... pour 900 millions de munitions aux Américains. Ce dont nous avons évidemment le plus urgent besoin. Après tout, c'est peut-être ça qu'on appelle rénover l'outil agricole français : rien de tel que les abus pour l'achat de munitions.

Tout de même, les gouv'niéristes de la renaissance française sont bien inspirés de nous prêcher les sacrifices.



LE SYNDICALISME

Où nous mène le dirigisme des salaires ?

Enfin, ça y est : Le gouvernement a fixé l'augmentation des salaires, celle-ci sera de 17,3 à 18 % en général et paraîtra de 36 % pour les bas salaires.

La conférence interministérielle qui s'était réunie par deux fois à la fin de la semaine dernière en avait décidé ainsi. Les ministres n'ont donc en aucune façon suivi les recommandations de la Conférence Economique et cela ne nous étonne nullement.

Ce qui nous surprend le plus c'est que des militants syndicalistes continuent à croire qu'il est possible par le canal d'une collaboration avec l'Etat, d'obtenir une amélioration du sort des travailleurs.

Mais les pontifes actuels du syndicalisme sont tellement inféodés aux partis politiques qu'ils n'ont plus maintenant leur liberté et que ce sont les partis qui décident en dernier ressort.

Dans un de nos derniers articles nous avons dit que ceux-ci abandonnaient petit à petit la revendication ouvrière, car

pour eux il fallait avant tout participer au pouvoir, de concessions en concessions l'on en arrive fatalement à sacrifier quelque chose, c'est la classe ouvrière dont on se prétend le grand défenseur.

Nous savons que les délégués de la C.G.T. à la Commission nationale des salaires se sont abstenus de prendre part aux débats ayant le Comité National qui doit se réunir lundi 5 août, mais nous sommes un peu surpris d'entendre le ministre du Travail, à la conférence de presse, dire qu'il y a peu de différence entre les propositions faites par la Conférence Economique et la décision gouvernementale, les uns proposant 21 %, les autres donnant 18 %.

Il faudrait donc savoir si l'on continuera à jouer avec la candeur des syndicats et à exploiter ceux-ci, l'organe officiel de la C.G.T. disait en effet avoir obtenu 25 % alors que le ministre du Travail nous parle de 21 %. Qui croira ?

Et dire qu'il aura fallu deux mois pour obtenir l'os à ronger et

l'on vous dira que l'on a bien défendu vos intérêts !

Mais en compensation, l'on nous informe que l'abaissement pour le calcul de l'impôt cédulaire sera porté de 40.000 fr. à 60.000 fr. Le dirigisme des salaires cessera le 1^{er} mars 1947 à cette date « retour aux conventions collectives et à la liberté contractuelle » ! ainsi s'exprime M. le ministre ! nous en sommes satisfaits.

Que sera, en fait, le produit des 18 ou des 36 % ? avant de vous donner des chiffres on va vous dire ceux donnés par le ministre du Travail, nous attendrons de lire l'Officiel et de faire une enquête auprès de nos camarades.

Constations que le gain des ouvriers sera minime au regard des différentes augmentations de produits déjà signalées, ceux des chemins de fer 15 % du pain 14,90 au lieu de 7 fr. 40 le kilo.

Quand se décidera-t-on, dans les sphères syndicalistes, à reprendre sa liberté et rompre toute collaboration gouvernementale ?

UN ESPOIR RÉVOLUTIONNAIRE :

Le Congrès des Instituteurs

Le Syndicat National des Instituteurs demeure une des rares organisations ouvrières ayant conservé ses traditions. Son Congrès annuel qui vient de se tenir à

Grenoble a donc une double signification : celle de dégager les volontés des maîtres syndiqués et celle d'indiquer quelles seraient les lignes de la C.G.T. s'ils avaient, comme au S.N., la possibilité d'exprimer clairement leurs volontés après avoir eu l'occasion d'étudier à fond les problèmes de l'heure.

Le Congrès a enfin pour la révolutionnaire la valeur d'une expérience qui doit être soigneusement étudiée.

Quatre questions essentielles se trouvaient à l'ordre du jour : le rapport moral, l'échelle mobile, la formation préliminaire et la représentation proportionnelle des tendances au sein des organismes directeurs. Là où les camarades de l'Ecole Emancipée, regroupés dans quelques comités et menant un intense travail de propagande, furent capables de présenter aux Congrèsistes des solutions claires à des problèmes connus, ils rallièrent autour de leurs conceptions de lutte, la majorité des délégués.

C'est ainsi qu'après l'exposé lucide de Duthell et l'intervention pleine de bon sens, de simple éloquence et de foi révolutionnaire

de Marcelle Constantin, les participants de la « pauvre » et des combinaisons ministérielles durent se démasquer. Les staliniens avoués ou honteux recoururent à leur arme favorite : la calomnie, mais ne récoltèrent que les huées du Congrès. L'échelle mobile fut votée par 14 voix contre 482.

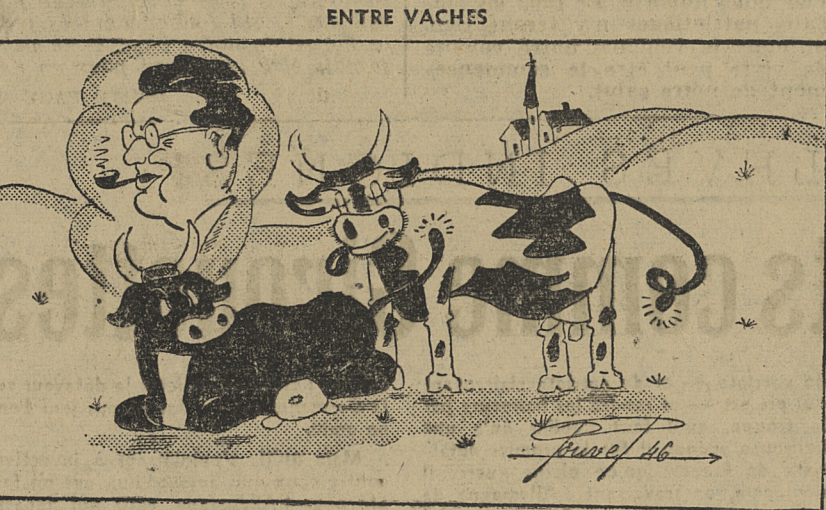
Mais dans la question de la préparation militaire, présentée dans un sens favorable par le communiste Labrunie (à qui il fut remis une mitrailleuse d'honneur par un auditeur fascinant), les amis de l'Ecole Emancipée furent battus. En effet, ils ne purent, sur un problème essentiel, s'expliquer à fond et dénoncer la manœuvre des néo-patriotes qui tend à introduire, dans une armée qui peut demain servir aux puissances anglo-saxonnes, des éléments occupant des postes dirigeants favorables à l'U.R.S.S. — Les relents de gaullisme, de patriotisme, d'union sacrée étaient encore trop puissants et les révolutionnaires trop imprécis pour qu'une majorité vint se grouper autour de ces derniers. Mais des vérités, vieilles comme le mouvement syndicaliste lui-même et que l'on n'avait plus entendues à une tribune syndicale depuis longtemps, furent exprimées courageusement et il apparaît que le débordement de crânes, s'il est poursuivi avec la même vigueur entraînera peu à peu le S.N. vers les positions solides de l'internationalisme ouvrier.

La minorité révolutionnaire fut également battue sur la question du rapport moral, malgré les critiques violentes adressées par une majorité de sections contre la timidité du Bureau. Le sentimentisme des délégués y fut pour beaucoup. En fait, l'adoption de la motion sur l'échelle mobile constituait un net désaveu de la passivité d'Algueperse, secrétaire général.

Enfin, le Congrès admit la représentation proportionnelle des tendances aux organismes centraux. Nouvelle victoire des unionistes « lutte de classe », encore que cette victoire fut diminuée par les manœuvres des communistes qui parvinrent, à force d'amendements, à ôter le caractère absolu de la R.P.

Il est à remarquer que sur les points les plus importants de l'ordre du jour, les cadres révolutionnaires du S.N. s'abstinrent d'intervenir. La lutte se mena entre révolutionnaires et réformistes, officiels ou masqués. C'est-à-dire que dans les circonstances actuelles, la tendance réformiste n'a plus de programme et qu'il faut prévoir que les staliniens tenteront de soulever les leaders réformistes comme la corde soutient le pendu. Quelques mois de ce régime et les Senex, Bonmisse et Algueperse deviendront les prisonniers des Delanoue et Labrunie, comme Joux et Boheron sont ceux de Frachon et Monmousseau. Mais l'essentiel pour nous est de savoir si les sections de province les suivront. Cela dépend essentiellement de la propagande que meneront les militants révolutionnaires. Partout où leur tâche d'éclaircissement a été menée, ils ont triomphé. C'est dans les centres où l'activité syndicale est la plus intense que l'Ecole Emancipée s'est solidement implantée.

Dernière leçon du Congrès : la vie ouvrière, la lutte syndicale est diverse et multiple. On ne peut lui imposer une tactique rigide et purement formelle. Que tous les militants sincères du syndicalisme révolutionnaire ouvrent donc suivant les circonstances et les possibilités pratiques. Il ne faut pas un vain patriotisme de centrale vienne affaiblir un tel effort.



Monsieur Farge ferait-il partie de la Société Protectrice des Animaux ?

Bolchevisme et Haute Banque en Roumanie

(SUITE DE LA PAGE 1)

fort instructive, c'est lorsqu'on examine la personnalité de nos deux ambassadeurs extraordinaires et cette étude débordante, par ses enseignements, le cadre national.

ET VOICI LA HAUTE-BANQUE

Notre gouvernement a choisi MM. Ausschnitt et Malaxa pour mener à bien les opérations. M. Ausschnitt fut le plus gros actionnaire de la Reichswehr qui, à l'équivalent dans notre belle France, furent fameux « Comité des Forges ».

C'est dire que c'est l'un, sinon le plus puissant magnat de l'industrie roumaine. Son influence fut telle qu'il fut le conseiller intime du roi Carol et cette collaboration royale cessa, non pour des raisons idéologiques, mais pour des causes mercantiles qui les opposa l'un contre l'autre.

M. Malaxa est collègue industriel du premier cité et sa fortune et ses participations furent égales à celles de M. Ausschnitt. Ses relations sont aussi édi-

fiantes. Ce fut lui qui finança, avec l'appui tout entier de sa caste, le mouvement tragiquement célèbre de l'organisation fasciste de Croix de Fer et versa des sommes considérables au chef de ce mouvement, le général Antonesco, depuis condamné à mort et fusillé. Cet épisode démontra d'ailleurs que si les valets sont parfois purs, les maîtres jamais.

Il peut sembler étonnant aux prolétaires d'un gouvernement communiste choisisse, pour des négociations qui vont engager toute la politique extérieure et intérieure du pays, de tels hommes. Leur étonnement sera alors augmenté lorsqu'ils sauront que les avoirs, premiers objets de ces pourparlers, sont en grande majorité, la propriété du groupe auquel appartiennent ces deux ambassadeurs. C'est comme si votre gouvernement — qui se déclare opposé — sans rien à la Haute-Banque, chargeait volontiers de ces pourparlers, des intérêts français en contradiction avec ceux de la Reichswehr de la branche-mère de Franchon et Monmousseau. Mais l'essentiel pour nous est de savoir si les sections de province les suivront. Cela dépend essentiellement de la propagande que meneront les militants révolutionnaires. Partout où leur tâche d'éclaircissement a été menée, ils ont triomphé. C'est dans les centres où l'activité syndicale est la plus intense que l'Ecole Emancipée s'est solidement implantée.

LES PUISSANCES D'ARGENT

Est-ce dire que le gouvernement roumain eût été mieux inspiré de nommer d'autres négociateurs ? Le cas dépasse les mesquines questions de personnalité, si puissantes soient-elles. Il est le résultat logique du mépris dans lequel tout gouvernement communiste tient le prolétariat à qui il refuse tout pouvoir de construction et de compréhension. C'est parce qu'il n'a pas confiance dans les possibilités des prolétaires, des travailleurs, des communistes, qu'il est contraint à un opportunisme qui entraîne fatalement des concessions, engendrant elles-mêmes des compromissions dangereuses, envers les classes qu'il prétendrait autrefois abattre à tout jamais. Tout Etat — même communiste — doit composer et finalement servir la Haute-Banque.

L'exemple roumain prouve les erreurs des réformes politiques et accuse lumineusement le mythe, décevant et dangereux, de l'Etat révolutionnaire. Il démontre que, seuls, les anarchistes sont réalistes, et seuls le sens des réalités, lorsqu'ils affirment que la question sociale ne peut être résolue que par la force qui brisera la puissance capitaliste en barrant l'Haute-Banque et son plat valet : l'Etat.



LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE

SALAIRES et CRÉDITS MILITAIRES

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

nonner les contradictions et les inégalités. Sans vouloir remonter aux détails de ce déficit qui débordait le cadre de cet article, rappelons que les prévisions des dépenses militaires se sont élevées de 16 % au-dessus du chiffre total admis par la première Constituante. Le locuteur se souvient sans doute des péripéties du débat sur la demande de diminution des crédits militaires fut émise. Il a encore présent à l'esprit les déclarations grandiloquentes et les assurances formelles concernant la limite extrême de ces crédits que rien ne pourrait faire dépasser. Autant en emporte le vent...

Les généraux ont dû sourire des prétentions budgétaires de certains députés et s'estimer d'être cyniques. On sait que nous mettons tous les crédits dans le même sac, que nous n'en favorisons aucun, de même que nous les attaquons tous sans ménagements et sans distinctions. Aussi, en sommes-nous plus à notre aise pour souligner que les crédits militaires furent le plus acharné à défendre les crédits militaires et à en déplorer leur réduction. Il est bien entendu que les autres partis, demandant des diminutions massives, appelaient en vertu de considérations impérialistes, ou les impossibilités désastreuses de l'heure qui empêchaient notre régime de maintenir le niveau des dépenses militaires, passaient avant tout sentiment vraiment pacifique.

La situation à ce jour est donc celle-ci : le 11 juillet, la deuxième Constituante a voté ces augmentations illégales, illégitimes, puisque effectuées en dépit de la loi antérieure qui en repoussait formellement le principe. Bien entendu, nous ne nous posons pas en défenseurs des lois, quelles qu'elles soient. Nous démontrons simplement que les premiers à les violer sont ceux qui les fabriquent. Nous attirons également l'attention de tous les salariés sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits destinés à la guerre, donc improductifs et d'ailleurs illusoires à l'époque de la bombe atomique, alors qu'on leur refuse catégoriquement un taux d'augmentation du pouvoir d'achat égal de leurs cotisations. Et que le pouvoir — réel — d'achat serait, lui, produit du fait d'une consommation accrue, génératrice de demandes profitables à la production.

Mentionnons enfin cette vérité élémentaire : ce sont les partis d'avant-garde qui sont les plus irréductibles. Fermes sur la question de l'augmentation des dépenses militaires, ils le sont aussi sur le refus de l'insuffisance de leurs cotisations sur cette anomalie que l'on augmente des crédits